

02. November 1989

Frankreich

Nr. 206

Bildung eines deutsch-französischen Umweltrates

Unterzeichner für die Bundesrepublik Deutschland:
Hans-Dietrich Genscher, Bundesminister des Auswärtigen

Unterzeichner für die Französische Republik:
Roland Dumas, Außenminister

- | | |
|--|------------|
| 1. Schreiben des Bundesministers des Auswärtigen (paraphiertes Doppel, in Deutsch) 433-468.02 FRA SB1 | 02.11.1989 |
| 2. Schreiben des französischen Außenministers (Urschrift, in Französisch) - wie bei 1. - | 02.11.1989 |
| 3. Schreiben des französischen Außenministers über das Vorliegen der innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten (Urschrift, in Französisch) 433-468.02 FRA SB 1/12.10.1990 | 05.02.1990 |
| 4. Französische Begleitnote zur Übersendung von 3. (Urschrift, in Französisch) - wie bei 3. - | 16.02.1990 |
| 5. Deutsche Note über das Vorliegen der innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten (paraphiertes Doppel, in Deutsch) - wie bei 3. - | 02.10.1990 |
| 6. Französische Bestätigungsnote zu 5. (Urschrift, in Französisch) - wie bei 3. - | 02.10.1990 |

DER BUNDESMINISTER
DES AUSWÄRTIGEN

Bonn, den 2. November 1989

Herr Minister,

im Anschluß an die Gespräche, die auf Anregung der Koordinatoren für die deutsch-französische Zusammenarbeit, Herrn Dr. Barzel und Monsieur Bord, zwischen unseren beiden Regierungen geführt worden sind, sowie unter Bezugnahme auf die Entscheidung über die Errichtung einer ständigen gemeinsamen Arbeitsgruppe für Umweltfragen vom 6. Juli 1971 beehre ich mich, Ihnen im Namen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland folgende Vereinbarung über die Bildung eines deutsch-französischen Umweltrates vorzuschlagen:

1. Bildung des Umweltrates

Um der deutsch-französischen Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Umwelt- und Naturschutzes einen neuen Impuls zu verleihen, wird ein deutsch-französischer Umweltrat gebildet.

2. Aufgaben

Der Umweltrat hat die Aufgabe,

- a) auf eine Abstimmung der Umweltpolitiken beider Länder hinzuwirken,
- b) Umweltprobleme bilateraler Art zu erörtern,
- c) die Positionen beider Länder im Hinblick auf die Umweltpolitik im Rahmen der Europäischen Gemeinschaften und auf internationaler Ebene zu beraten,
- d) gemeinsame Initiativen im Hinblick auf internationale Umweltfragen zu entwickeln.

Seiner Exzellenz
dem Minister der Auswärtigen Angelegenheiten
der Französischen Republik
Herrn Roland Dumas

Frankreich 206/1

3. Organisation

Der Rat wird durch den Minister für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit der Bundesrepublik Deutschland und den Staatssekretär für Umwelt und die Vermeidung Technologischer und Natürlicher Großrisiken beim Premierminister der Französischen Republik gebildet. Dem Rat gehören ferner zwei hochrangige Beauftragte der Länder der Bundesrepublik Deutschland und ein Vertreter des Auswärtigen Amtes der Bundesrepublik Deutschland sowie ein Vertreter des Ministeriums für Auswärtige Angelegenheiten der Französischen Republik und zwei hochrangige Persönlichkeiten, die vom Minister für Auswärtige Angelegenheiten und dem Staatssekretär für Umwelt und die Vermeidung Technologischer und Natürlicher Großrisiken benannt werden, an. Hohe Beamte sowie Experten können zur Teilnahme aufgefordert werden.

4. Arbeitsweise

Der Rat tritt mindestens zweimal im Jahr abwechselnd in der Bundesrepublik Deutschland und in Frankreich zusammen.

Seine Arbeit wird durch die ständige gemeinsame Arbeitsgruppe für Umweltfragen vorbereitet, die während des Deutsch-Französischen Gipfeltreffens am 6. Juli 1971 eingerichtet worden ist.

5. Berlin-Klausel

Diese Vereinbarung gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung der Französischen Republik innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten der Vereinbarung eine gegenteilige Erklärung abgibt.

Falls sich die Regierung der Französischen Republik mit diesem Vorschlag einverstanden erklärt, werden diese Note und Ihre dieses Einverständnis zum Ausdruck bringende Antwortnote eine Vereinbarung zwischen unseren beiden Regierungen bilden. Diese Vereinbarung tritt an dem Tag in Kraft, an dem beide Regierungen einander mitgeteilt haben, daß die erforderlichen innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

f L.M.

Republique Française

Le Ministre d'Etat
Ministre des Affaires Etrangères

BONN, le 2 novembre 1989

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour dont la teneur en langue française suit :

"Comme suite aux discussions qui ont été menées entre nos deux Gouvernements à l'instigation du Docteur BARZEL et de Monsieur BORD, coordonnateurs de la coopération franco-allemande, et me référant à la décision du 6 juillet 1971 portant création d'un groupe de travail commun permanent pour les questions d'environnement, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, de proposer l'Accord ci-après, portant création d'un Conseil franco-allemand de l'environnement :

1. Création d'un Conseil de l'environnement

Afin de donner un nouvel élan à la coopération franco-allemande dans le domaine de la protection de l'environnement et de la nature, il est créé un Conseil franco-allemand de l'environnement.

Son Excellence
Monsieur Hans-Dietrich GENSCHER
Ministre des Affaires Etrangères
de la République Fédérale d'Allemagne

.../...

Frankreich 266 12

2. Attributions

Le Conseil de l'Environnement a pour tâche :

- a) d'oeuvrer à une harmonisation des politiques de l'environnement des deux pays,
- b) de discuter bilatéralement des problèmes relatifs à l'environnement,
- c) de se concerter sur les questions de politique de l'environnement dans le cadre des Communautés Européennes et au niveau international,
- d) de lancer des initiatives communes en ce qui concerne les questions internationales d'environnement.

3. Organisation

Le Conseil est constitué par le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs de la République Française et par le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire de la République Fédérale d'Allemagne. Le Conseil est en outre constitué par deux personnalités de haut rang déléguées par les Länder de la République Fédérale d'Allemagne et un représentant du Ministère des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne ainsi que par un représentant du Ministère des Affaires Etrangères de la République Française et deux personnalités de haut rang désignées par le Ministre des Affaires Etrangères et le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs de la République Française. De hauts fonctionnaires ainsi que des experts peuvent être invités à y participer.

.../...

4. Fonctionnement

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an en alternance en France et en République Fédérale d'Allemagne.

Ses travaux sont préparés par le groupe de travail commun permanent pour les questions d'environnement qui a été institué lors du sommet franco-allemand du 6 juillet 1971.

5. Clause de Berlin

Le présent Accord s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne au Gouvernement de la République Française dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.

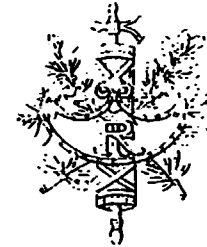
Si le Gouvernement de la République Française donne son agrément à ce projet, la présente lettre et votre réponse constitueront un Accord entre nos deux Gouvernements. Cet Accord entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se seront notifié mutuellement que, sur le plan national, les conditions nécessaires à son entrée en vigueur sont remplies."

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les propositions contenues dans votre lettre recueillent l'agrément du Gouvernement de la République Française. Votre lettre et la présente réponse constituent donc un Accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se seront notifié mutuellement que, sur le plan national, les conditions nécessaires à son entrée en vigueur sont remplies.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agrée l'expression de ma haute considération.


Roland DUMAS

Republique Française



Le Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires Etrangères
Paris, le 5 Février 1990.

Monsieur le Vice-chancelier,

Me référant à l'article 5 paragraphe 2 de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, relatif à la création d'un Conseil franco-allemand de l'environnement, signé à Bonn le 2 novembre 1989, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les procédures requises par la Constitution de la République pour la mise en vigueur dudit Accord ont été accomplies.

La présente lettre constitue l'Instrument d'Approbation prévu par la disposition précitée.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'informer de la date à laquelle celle-ci vous sera parvenue./.

Je vous prie d'agrée, Monsieur le Vice-chancelier, l'expression de ma haute considération.

A Son Excellence
M. Hans-Dietrich GENSCHER
Vice-chancelier
Ministre des Affaires Etrangères

B O N N


Roland DUMAS

Frankreich 206/3

AMBASSADE DE FRANCE

N° 15

BONN, le 16 FEVRIER 1990

2 G. B. <input checked="" type="checkbox"/>
AZ

L'Ambassade de France présente ses compliments au Ministère fédéral des Affaires Etrangères et a l'honneur de lui communiquer ci-joint, conformément à l'article 5 paragraphe 2 de l'Accord sous forme d'échange de lettres avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, relatif à la création d'un conseil franco-allemand de l'environnement, signé à BONN le 2 novembre 1989, l'Instrument d'Approbation français.

L'Ambassade de France serait reconnaissante au Ministère fédéral des Affaires Etrangères de bien vouloir accuser réception de cette notification.

L'Ambassade de France saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères l'assurance de sa haute considération.



Ministère des Affaires Etrangères
 Referat 501
 BONN

ZdA Nr 02/10

Frankenl 206 14

Durchschlag als Konzept

AUSWÄRTIGES AMT
 433-468.02 FRA SB 1

0926/1

Gef.	26.19.1990
Gel.	
Abges.	S. H. A.

Verbalnote

Das Auswärtige Amt begrüßt die Botschaft der Französischen Republik und beehrt sich mitzuteilen, daß entsprechend Artikel 5, Absatz 2 der Vereinbarung über die Bildung eines deutsch-französischen Umweltrates nunmehr die erforderlichen innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind.

Das Auswärtige Amt wäre der Botschaft für eine Bestätigung des Eingangs dieser Note dankbar.

Das Auswärtige Amt benutzt diese Gelegenheit, die Botschaft der Französischen Republik erneut seiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

Bonn, den 2. Oktober 1990
 L.S.

↓
 An die
 Botschaft der
 Französischen Republik

B o n n



- 1) Herrn Solak (fr. Botschaft) am 2.10.1990 erhalten, damit Vereinbarung i. Kraft.
- 2) ZdA Nr 02/10

Frankenl 206 15